

1687

N^o 6. 141N^o 6.

15



FACTUM,

POUR M^e Gaspard Bargedé Bailly de Corbigny, & Damoiselle Marguerite Goussot sa femme, appellans d'une Sentence renduë en la Pairie de Nevers, le 4. Mars 1687.

CONTRE les Superieure & Religieuses du Monastere de la Visitation de la mesme Ville, intimées.

IL s'agit de sçavoir si les intimées ont pû valablement stipuler en 1637. une somme de 3000 livres pour l'entrée & la reception d'une Fille dans leur Monastere

Par la Sentence dont est appel, on declare cette stipulation bonne & valable, & sans avoir égard aux Lettres des appellans, on les condamne à payer & continuer jusqu'au rachat, les arrerages de 150 livres de rente, soit principal de 2700 livres, constituée en 1641. du restant des 3000 livres; les moyens d'appel sont non seulement fondez sur les Conciles & les Reglemens de la Cour, qui ont condamné les pactons de la qualité de celle dont il s'agit, mais encore sur les circonstances particulieres du fait, qui mettent cette affaire hors le cas des Arrêts qui ont confirmé de pareils Contrac̃ts faits avant le Reglement de 1667.

Deffunts M^r François Goussot, Lieutenant particulier en la Pairie de Nevers, & Damoiselle Huguette de Favardin sa femme, pere & mere de l'appellante, avoient plusieurs Enfans, quantité de dettes & très-peu de bien: Imberte Goussot leur fille ayant dessein d'entrer dans la Maison des intimées, qui est fondée dès l'année 1620. & des plus commodes de l'Ordre, on ne voulut point la recevoir sans argent, si bien que pour faciliter son entrée, ses pere & mere furent obligez de faire un premier Contrac̃t avec les intimées, le 27. Avril 1637. par lequel ils ont traité & composé pour l'entrée & la reception de leur fille, moyennant la somme de 3000 livres, sur laquelle ils en ont payé 300 livres comptant, & quant au surplus, ils ont promis de le payer la veille de la Profession, ou d'en faire interest jusqu'au payement du principal, pour demeurer, dit le Contrac̃t, ladite somme de 3000 livres en propre audit Convent, ladite Profession faite. Le pretexte de ce Contrac̃t, est la couleur ordinaire dont on se sert pour couvrir la simonie de ces sortes de pactons, sçavoir, le peu de revenu, les charges & la construction des Bastimens du Convent.

Par un second Contrac̃t qui est du 4. Decembre 1641. M^r François Goussot & sa femme, ont reconnu que leur fille avoit fait profession le 22. Septembre precedent, & ont constitué 150 livres de rente au profit du Convent, moyennant les 2700 livres restant de la somme qu'ils avoient promise.

*St. Confirmée
par arrest du
25 Juin 1688
contre l'avis de
m^r le rapp^r. Et
quelquins de
Messieurs.*

3402

2
Sœur Imberte Goussot n'a vécu que trois ou quatre ans depuis sa Profession, ou tout au plus six ans; car les intimées conviennent qu'elle est decedée au mois de Decembre 1647. cependant elles n'ont pas laissé d'exiger toujours les arrerages de leur pretendue rente, par des saisies réelles, executions frequentes, & autres poursuites violentes qui ont obligé les appellans de s'en plaindre, & de prendre les Lettres dont ils ont esté deboutez par la Sentence dont est appel.

Leur premier moyen est fondé sur la nullité du titre des intimées, qui contient une paction vitieuse & contraire aux Canons des Conciles, à la pureté de la Discipline Ecclesiastique & aux Reglemens de la Cour. Sans qu'il soit besoin de rapporter icy toutes les décisions des Conciles sur cette matiere, il suffit de dire que ces sortes de Contrats ont toujours esté reprouvez dans l'Eglise comme une espece de simonie. Entr'autres les Conciles generaux de Latran, des années 1179. & 1215. deffendent cet abus sous des peines très severes. Le Pape Vibain V. voyant que les precedents Reglemens estoient inutiles pour le reprimer, y a ajouté l'excommunication. Quant au pretexte de la pauvreté, dont on se sert ordinairement pour colorer ces sortes de Contrats, les Conciles l'ont rejeté en ordonnant que le nombre de Religieux & Religieuses seroit réglé à proportion de leur revenu.

A l'égard des Reglemens de la Cour, il y a celui de Fontperthuis, rendu sur les conclusions de Monsieur l'Avocat General Bignon, le 11. Janvier 1635. celui du 29. Mars 1659. qui ordonne l'exécution du premier; & enfin celui du 4. Avril 1667. rendu sur les conclusions de Monsieur l'Avocat General Talon; ainsi les Contrats dont il s'agit, estans contraires à toutes ces décisions, il est visible qu'ils ne sont pas valables.

Mais dit-on, les deux premiers Reglemens n'ont point esté executez, & quant au troisieme, il ne peut avoir un effet retroactif pour annuler des constitutions de dotes faites auparavant, & à ce propos on cite plusieurs Arrests qui les ont confirmez.

Rép. Le Reglement de 1667. n'interdit rien de nouveau, puisqu'il est conforme aux precedens & aux Constitutions de l'Eglise, auxquelles on ne peut contrevenir par des Contrats de la qualité de celui dont il s'agit; c'est ce qui a esté jugé par plusieurs Arrests qui ont réduit à une simple pension viagere des dotes de Religieuses, les unes constituées avant le Reglement de 1635. & les autres depuis ce Reglement & avant celui de 1667.

Le premier Arrest est du 9. Mars 1628. rendu contre les Filles-Dieu de cette Ville de Paris, rapporté au Journal des Audiances, tome premier liv. 2. chapitre 8. Le second est du 2. Janvier 1653. rendu contre les Religieuses de l'Abbaye de S. Pierre de Selincourt, rapporté au même tome livre 7. chapitre 14. Le troisieme est celui du 29. Mars 1659. en forme de Reglement rendu contre les Religieuses de sainte Veronique de Blois, pour un Contrat fait en 1650. rapporté audit Journal, tome 2. livre 2. chap. 16. Le quatrieme, du 10. Mars 1670. qui est produit au procès,

3

rendu entre les creanciers de la Dame de Bony, & les Religieuses de Sau-
lieu, pour un Contract fait en 1629. Le cinquième, du 19. Avril 1679.
rendu contre l'Abbesse & les Religieuses de Nostre-Dame de Xaintes,
rapporté audit Journal, tome 4. livre 8. chap. 9. pour un Contract fait
en 1664. Le sixième est du 13. May de la presente année 1688. rendu en
la troisième Chambre des Enquestes, au rapport de Monsieur Portail,
contre les Religieuses Bernardines de Montluçon, pour un Contrat fait
en 1647. Tous ces Arrests ayant cassé ou réduit à une simple pension
viagere des dotations de Religieuses, il est visible qu'on n'a pas considéré
le Reglement de 1667. comme une nouvelle Loy, mais cōme une execution
des deux precedens faits en 1635. & 1659. ausquels la Cour a jugé qu'on
n'avoit pû contrevenir, ou pour mieux dire elle a jugé qu'on n'avoit
pû contrevenir aux Conciles & aux Reglemens de la Discipline Eccle-
siastique: ainsi s'il se trouve quelques Arrests contraires qui ayent auto-
risé des dotations de Religieuses, ils ne font aucune consequence, comme
estant contraires aux Reglemens, & fondez sur des circonstances parti-
culieres.

Le second moyen des appellans, est fondé sur les circonstances par-
ticulieres de cette affaire, qui rendent la cause des intimées tout-à-fait
odieuse & défavorable. 1° La datte du Contrat en question, car il est de
1637. dans un temps auquel le Reglement de 1635. estoit en sa vigueur,
ce qui marque leur mauvaise foy & le mépris qu'elles ont fait de l'au-
torité de la Cour. 2° Les causes qui ont servy de pretexte au Contrat, sont
fausses & supposées, parce que la Maison estoit lors très-bien fondée,
ayant esté establie dès l'année 1620. 3° La Fille qu'elles ont receüe, est
decedée dès l'année 1647. cependant elles n'ont pas laissé d'exiger les
arrerages de la rente en question jusqu'à present; en sorte qu'elles ont
receu plus de 6500 livres depuis son decés, & enfin la pretenduë dot en
question est excessive, eu égard à la Coustume du Pays, où les plus fortes
pensions sont de 25 écus & aux biens de ceux qui l'ont promise, car les
pere & mere de la fille avoient peu de bien, beaucoup d'enfans & quan-
tité de dettes, y ayant preuve au procès qu'ils ont laissé plus de 20000 li-
vres de dettes & cinq enfans heritiers qui n'ont pas eu chacun deux mil
écus de reste, & qui sont journellement poursuivis pour de nouvelles
dettes qui n'ont parû que depuis le partage, il y a mesme preuve que tous
les biens de la famille ont esté vendus ou sont actuellement en criées
pour les dettes.

Toutes ces circonstances jointes au moyen general cy-devant allegué,
font esperer aux appellans que la Sentence dont est appel, sera infirmée
& qu'ils seront déchargez de la rente en question, puisqu'il s'agit d'un
abus condamné par les Conciles & les Arrests de la Cour: ce qui est de
surprenant, est qu'on n'a pû jusqu'à present le reprimer, les plus celebres
Canonistes crient contre le dereglement, l'Eglise fulmine & lance les
anathemes, les Cours Souveraines interposent leur autorité pour faire

7
observer les Canons en cassant & annullant les pactions faites au contraire, cependant tous ces Reglemens sont inutiles, les Religieuses les violent hardiment & sans scrupule, & trouvent toujours de faux pre-
textes pour s'en dispenser, en méprisant également l'autorité de l'Eglise & celle des Parlemens. Ainsi le seul moyen pour arrêter le cours de ce desordre, est de se tenir ferme aux Reglemens, en les faisant observer à la lettre, parce que les Arrests rendus au contraire, quoyque fondez sur des circonstances particulieres, ont toujours esté tirez à consequence & entrete-
nu l'abus jusqu'à present.

Monsieur DE VIENNE, Rapporteur.